

ces négociations, le Canada a demandé que soient abais-sés les droits de douane auxquels sont assujetties ses principales exportations agricoles et industrielles, par exemple les céréales, les produits ligneux, le papier, les produits de la technologie de l'information et des communications, et l'équipement médical. Dans le secteur des services, le Canada veut que ses fournisseurs de services aient un accès plus libre et plus certain aux secteurs clés tels les télécommunications, les services professionnels et les services financiers. Le Canada souhaite aussi que l'Arabie saoudite apporte des améliorations aux conditions qu'elle impose au séjour temporaire des particuliers dans le pays et à sa réglementation en matière de présence commerciale étrangère (type d'entreprises et niveau de présence permis). Étant donné que le nombre de questions en suspens est relativement faible, le Canada espère conclure sous peu ses négociations bilatérales avec l'Arabie saoudite. Afin de s'assurer que les améliorations en matière d'accès aux marchés sont bien mises en oeuvre, le Canada demandera, dans le cadre des négociations du groupe de travail, que l'Arabie saoudite respecte toutes ses obligations prévues par l'ensemble des accords de l'OMC, y compris l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et l'Accord sur les obstacles techniques au commerce.

AFRIQUE DU SUD

Aperçu

Suite à sa première élection démocratique de 1994, l'Afrique du Sud de l'après-apartheid continue à subir des transformations tant sociales qu'économiques. Fort de l'appui que lui témoigne la communauté internationale, le successeur du président Nelson Mandela maintient une politique monétaire et une discipline financière rigoureuses. L'économie sud-africaine repose sur des fondements économiques solides, quoique sa dépendance à l'égard des ressources minérales ait contribué à l'importante dépréciation du rand (monnaie de l'Afrique du Sud) par rapport au dollar et à la livre sterling ces dernières années. La croissance économique demeure plus faible que ce qui avait été anticipé et le chômage continue de progresser. Cependant, l'Afrique du Sud s'est sortie des dernières récessions en meilleure posture que la plupart des marchés émergents et aucun obstacle majeur ne devrait entraver une croissance modérée en 2001. La croissance ralentie du PIB (établie autour de 2 p. 100 par année)

est attribuable aux prix élevés du pétrole, aux inondations, à la dépréciation de l'or et à la perception d'une instabilité régionale.

L'intérêt des partenaires commerciaux et des investisseurs étrangers devrait être ravivé par les prévisions économiques relativement favorables pour 2001 et les années suivantes, le climat économique stable ainsi que la volonté du gouvernement sud-africain de régler les questions de privatisation et de déréglementation tout en poursuivant son objectif à long terme d'attirer les investisseurs. Le marché intérieur se caractérise par une concurrence accrue dans pratiquement toutes les branches d'activité, et la nécessité d'améliorer ou de bâtir des éléments de l'infrastructure locale — déjà de loin la meilleure de tout le continent — améliorera les perspectives de croissance économique. Avec ses 43 millions d'habitants, son excellente infrastructure et son environnement propice aux affaires, le marché de l'Afrique du Sud est le choix naturel d'un nombre croissant d'entreprises en quête d'un point de départ pour se lancer en affaires sur le continent, comme en témoigne la multitude d'entreprises canadiennes et étrangères qui ont choisi d'établir leur quartier général africain à Johannesburg. De loin l'économie la plus avancée et la plus diversifiée et productive d'Afrique, l'Afrique du Sud se caractérise par des normes et des pratiques commerciales semblables à celles de pays développés. Le pays peut prendre appui sur son secteur financier sophistiqué, doté d'institutions financières bien établies et d'une bourse de valeurs mobilières (Johannesburg Stock Exchange) qui se classe parmi les meilleures au monde. Cependant le problème du VIH et du SIDA ainsi que les conflits régionaux continueront de poser un défi au gouvernement dirigé par le Congrès national africain du président Mbeki.

Membre actif de l'OMC, l'Afrique du Sud prend part au programme financier du Groupe des Vingt, elle est membre du Groupe de Cairns, elle préside le Mouvement des pays non alignés et joue un rôle clé dans des organisations commerciales régionales telles que la Southern African Development Community, l'Union douanière d'Afrique australe et l'Association des pays côtiers de l'océan Indien. La ratification de l'Accord de libre-échange Afrique du Sud–Union européenne, qui a pris effet en janvier 2000, est l'un des derniers accomplissements réalisés dans le cadre du programme commercial du pays. L'Afrique du Sud a engagé des négociations préliminaires avec le Mercosur pour négocier un pacte commercial avec l'Amérique latine.